

**Point de presse de la porte-parole -
Visite du ministre de l'Europe et des
affaires étrangères en Chine -
Soudan du Sud/Signature d'un
accord de paix - Libye/Placement
sous sanctions de M. Ibrahim
Jadhran - Pérou - Armes chimiques
- Syrie - Nations unies/Aide aux
réfugiés palestiniens au
Proche-Orient
(Paris, 13 septembre 2018)**

Au point de presse de ce jour, la porte-parole a fait les déclarations et répondu aux questions suivantes :

1 - Visite du ministre de l'Europe et des affaires étrangères en Chine (13-14 septembre 2018)

M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, se rend en Chine les 13 et 14 septembre à l'occasion de la 25^e Commission mixte sur le commerce et l'investissement qu'il co-présidera avec le ministre chinois du commerce M. Zhong Shan, en présence de la secrétaire d'Etat Delphine Geny-Stephann. Il s'entretiendra également avec le Premier ministre M. Li Keqiang, le vice-Premier ministre M. Hu Chunhua et le conseiller d'Etat et ministre chinois des affaires étrangères, M. Wang Yi.

Ce troisième déplacement depuis le début de l'année de M. Jean-Yves Le Drian en Chine, où il avait accompagné le président de la République en janvier et le Premier ministre en juin, reflète la priorité accordée par la France à ses relations avec la Chine afin de renforcer la concertation sur les grandes questions internationales, approfondir nos échanges économiques et développer les échanges humains. Cette visite sera l'occasion d'évoquer les moyens de favoriser, par des mesures concrètes, l'accès au marché chinois de nos entreprises, ainsi que les investissements croisés, notamment à la suite de la levée de l'embargo sur la viande bovine française en juin. Le ministre abordera également le développement de la coopération industrielle dans les domaines prioritaires pour nos deux pays, en particulier dans les secteurs nucléaire et aéronautique.

Les grands enjeux internationaux et régionaux seront également abordés, en particulier le dossier iranien, la situation en Syrie, la préservation du régime de non-prolifération, et le programme nucléaire et balistique nord-coréen. M. Jean-Yves Le Drian évoquera avec ses interlocuteurs la réforme de l'OMC dans la perspective du prochain sommet du G20, la mise en oeuvre de l'accord de Paris sur le climat et les négociations pour l'adoption d'un Pacte international pour l'environnement avant la conférence One Planet Summit du 26 septembre et la COP24.

La Chine est le sixième partenaire commercial de la France et notre premier client en Asie. La France est la deuxième destination hors Asie des touristes chinois (2,1 millions en 2017). La Chine est aujourd'hui le deuxième pays d'origine des étudiants étrangers en France (37.000, dont 28.000 en formation longue) et les étudiants français forment le premier contingent d'étudiants européens en Chine (10.000).

2 - Soudan du Sud - Signature d'un accord de paix (12 septembre 2018)

La France salue la signature de l'accord de paix actant la revitalisation de l'accord de 2015 pour la résolution du conflit au Soudan du Sud, entre le président sud-soudanais, M. Salva Kiir, et M. Riek Machar.

Nous félicitons l'autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) et les pays de la région pour leurs contributions à ces avancées.

Nous souhaitons que cet accord ouvre un nouveau chapitre vers l'établissement d'une paix durable au Soudan du Sud.

Nous appelons chacune des parties à travailler à la mise en oeuvre de cet accord et continuerons à soutenir l'ensemble des pays de la région pour atteindre cet objectif.

3 - Libye - Placement sous sanctions de M. Ibrahim Jadhran (12 septembre 2018)

La France salue l'adoption, par le Conseil de sécurité des Nations unies, le 12 septembre, de sanctions individuelles à l'encontre du ressortissant libyen, M. Ibrahim Jadhran. Ce dernier a porté une atteinte grave à la prospérité et à la stabilité de la Libye par les attaques armées qu'il a menées notamment contre les forces de l'ANL assurant la sécurité du croissant pétrolier.

La France rappelle que les ressources pétrolières, vitales pour la Libye, doivent demeurer sous le contrôle exclusif de la compagnie pétrolière nationale (National Oil Corporation) légitime et sous la seule supervision du gouvernement d'entente nationale, pour le bénéfice de l'ensemble des Libyens, dans un esprit de probité et d'équité.

La France soutient toutes les initiatives s'inscrivant dans le cadre de la médiation des Nations unies qui concourent à une réconciliation inter-libyenne et à une stabilisation du pays. À ce titre, elle continuera de soutenir, avec ses différents partenaires, l'adoption de sanctions à l'encontre des individus et entités qui menacent la paix, la stabilité et la sécurité de la Libye, et qui obstruent le processus politique et ne respectent pas les interdictions d'exportations illicites de pétrole brut ou raffiné, en vertu des résolutions 2146 (2014), 2174 (2014), 2213 (2015) et 2259 (2015) du Conseil de sécurité.

Cette avancée témoigne des efforts de la communauté internationale en soutien de l'action du représentant spécial du secrétaire général, M. Ghassan Salamé, pour mettre en oeuvre une solution politique conformément aux engagements pris à Paris le 29 mai dernier par les principaux protagonistes libyens.

Q - Le Premier ministre libyen, M. F. Sarraj, et le ministre des affaires étrangères italien ont émis des doutes hier sur la tenue d'élections le 10 décembre. Considérez-vous que ce calendrier est encore réaliste aux vues du contexte sécuritaire ?

R - La France est convaincue que seule une solution politique, sous l'autorité des Nations unies, permettra de stabiliser durablement la Libye. C'est l'objet de la feuille de route du représentant spécial du secrétaire général des Nations unies, M. Ghassan Salamé, et le sens des engagements pris à Paris le 29 mai dernier par les principaux protagonistes libyens. C'est également la volonté qu'ont manifestée les Libyens qui se sont inscrits massivement sur les listes électorales.

La France continuera avec ses partenaires à soutenir les efforts des autorités libyennes et des Nations unies pour assurer la poursuite du processus politique et en particulier les conditions de la tenue des élections d'ici la fin de l'année.

4 - Pérou

Q - Pouvez-vous confirmer la présence en France d'un ancien dirigeant du Sentier Lumineux, Moises Limaco, condamné à la perpétuité au Pérou ; si oui, est-il extradable ? Selon Lima, il a quitté son pays en juin pour la France.

R - Nous n'avons pas d'information sur cette personne et nous vous invitons à vous rapprocher le cas échéant du ministère de la Justice.

5 - Armes chimiques

Q - Le 14 septembre 2013, les Etats-Unis et la Russie ont conclu un accord sur un plan d'élimination des armes chimiques. À la veille du cinquième anniversaire de cet accord, comment évaluez-vous sa mise en oeuvre ? Est-ce que cet accord demeure toujours important pour la résolution du conflit syrien ?

R - L'accord russo-américain de 2013, endossé par la résolution 2118 du Conseil de sécurité, demandait au régime syrien de détruire l'ensemble de ses stocks d'armes chimiques. Il a rapidement été fragilisé par la découverte, en 2014, que la Syrie continuait à utiliser des armes chimiques, alors que la destruction complète de son arsenal avait été annoncée.

Nous estimons aujourd'hui que la Syrie a maintenu des capacités clandestines. L'OIAC n'a cessé de souligner ses doutes quant à la sincérité de la déclaration initiale syrienne sur ses

stocks, communiquée en 2013 en vertu de cet accord.

La responsabilité des forces armées et de sécurité syrienne dans les multiples cas d'emploi de ces armes ne fait aucun doute. Sa responsabilité a été confirmée à trois reprises s'agissant de l'usage de chlore et à une reprise s'agissant de l'usage de sarin par le mécanisme d'enquête et d'attribution conjoint aux Nations unies et à l'OIAC (JIM).

Nous regrettons que la Russie se soit opposée par trois fois à des projets de résolution du Conseil de sécurité des Nations unies sanctionnant la Syrie pour la violation de ses engagements et qu'elle se soit opposée aussi au renouvellement du mécanisme du JIM, nous privant de cet instrument indispensable à l'établissement des faits et des responsabilités en Syrie.

La France continuera à faire respecter ses lignes rouges en matière d'emploi des armes chimiques, en coordination étroite avec ses plus proches partenaires. Comme l'a rappelé M. Jean-Yves Le Drian, une utilisation avérée, vérifiée et létale de ces armes entraînerait les mêmes conséquences qu'en avril dernier.

6 - Syrie

Q - Le ministre a déclaré hier que l'hypothèse de crimes de guerre n'est pas exclue à Idlib. Si c'est le cas que compte faire Paris ? Y a-t-il une démarche onusienne prévue ?

R - La France est préoccupée par l'évolution de la situation à Idlib. Nous regrettons que les pays qui se sont volontairement portés garants de la désescalade ne soient pas parvenus à s'accorder sur un cessez-le-feu. Une offensive d'ampleur à Idlib entraînerait des conséquences désastreuses. Elle engendrerait une nouvelle catastrophe humanitaire et migratoire majeure puisqu'elle pourrait directement menacer les trois millions de civils que dénombre le Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU dans la région.

Nous n'écartons pas le risque de crime de guerre car les bombardements constatés ces derniers jours de la part du régime et de la Russie nous font craindre le pire pour les populations civiles.

Nous sommes particulièrement vigilants face à la perspective d'un emploi renouvelé d'armes chimiques par le régime syrien. Comme l'a rappelé le ministre de l'Europe et des affaires étrangères, la France continuera à faire respecter ses lignes rouges en matière d'emploi des armes chimiques et se tiendra prête à agir en cas d'utilisation avérée et à usage létal de ces armes en coordination étroite avec ses plus proches partenaires. En tout état de cause, la France continuera de se mobiliser avec ses partenaires pour lutter contre l'impunité d'emploi des armes chimiques et des crimes de guerre ou contre l'humanité commis en Syrie.

Nous appelons dès lors les garants à continuer leurs discussions pour préserver le cessez-le-feu. La France soutient à ce titre les appels au dialogue du secrétaire général des

Nations unies et de son envoyé spécial M. Staffan de Mistura, ainsi que leurs demandes de protéger la population civile.

Comme l'a rappelé le président de la République, la seule issue crédible et durable au conflit syrien est une solution politique inclusive, négociée et acceptable par l'ensemble des parties, sous l'autorité des Nations unies et conforme à la résolution 2254 du Conseil de sécurité.

7 - Nations unies - Aide aux réfugiés palestiniens au Proche-Orient

Q - Comment est-ce que Paris envisage d'aider l'UNRWA pour sortir de sa crise actuelle ?

R - L'UNRWA, dont les services bénéficient à plus de cinq millions de personnes contribue depuis 70 ans à assurer les conditions de vie et dignité minimales aux réfugiés palestiniens du Moyen-Orient. À ce titre, elle contribue au soutien des pays d'accueil et à la stabilité régionale. Son action en particulier dans le domaine éducatif constitue un rempart contre le désespoir et la radicalisation.

Comme l'ont rappelé le président de la République et le ministre de l'Europe et des affaires étrangères, la France est engagée dans ces efforts en vue d'une réponse collective pour aider l'UNRWA à sortir de la crise et améliorer l'efficacité de son action. La France a accru cette année sa contribution et étudie de nouvelles possibilités de soutiens financiers, en particulier pour des actions en faveur de l'éducation en lien avec ses partenaires européens et régionaux./.